

Les sourciers engagés dans la protection de la nature

La Protection des captages : cadre législatif

Depuis 1975, une trentaine de directives ou de décisions communautaires ont été adoptées dans le domaine de la préservation des milieux aquatiques et des ressources en eau, dont :

- **La directive 80/68/CE qui concerne la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.** Elle impose aux États membres de réglementer les rejets directs ou indirects de certaines substances polluantes vers les eaux souterraines, et interdit les rejets des substances considérées comme les plus dangereuses. Ces dispositions ont été incorporées notamment dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

- **La directive 91/271/CEE du 21 mai 1991** relative au traitement des eaux urbaines résiduaires introduit la notion de « zones sensibles », zones dans lesquelles les eaux résiduaires urbaines rejetées doivent subir un traitement contre le phosphore et/ou l'azote.

- **La directive 91/676/CEE du 12 décembre 1991** relative à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles vise à réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles et à prévenir toute nouvelle pollution de ce type, par la mise en œuvre de plans d'action sur les zones vulnérables identifiées préalablement et l'instauration de programmes de surveillance pour en évaluer l'efficacité.

- **La directive 2000/60/CE**, appelée « **directive cadre européenne sur l'eau** » (DCE) adoptée le **23 octobre 2000**, définit le cadre de gestion et de protection des eaux par grand bassin hydrographique. Les bassins hydrographiques actuels constituent donc l'échelon de mise en œuvre de la directive et les comités de bassin sont chargés de la définition des objectifs environnementaux dans le cadre de la mise à jour des schémas

directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage). Cette directive donne la priorité à la protection de l'environnement et engage les États membres à **atteindre d'ici 2015 un bon état général tant pour les eaux souterraines que superficielles, y compris les eaux côtières**. Il convient de prévenir toute dégradation supplémentaire des milieux, de préserver et d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 31 décembre 2006 dans le domaine de la protection des ressources pour l'eau potable, **renforce les dispositifs de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole en amont des captages**.

L'article 21 de la loi donne en effet la possibilité à l'autorité administrative, en concertation avec les différents acteurs au niveau local, de délimiter des zones de protection des aires d'alimentation des captages actuels ou des zones d'alimentation futures des populations.

Les différents périmètres de protection :

Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de captage d'eau potable. (Art L1321 du Code de la Santé Publique).

- Le périmètre de **protection immédiate** protège le captage de la malveillance, des déversements directs sur l'ouvrage et des contaminants microbiologiques (parasites, bactéries, virus). La protection assurée par une clôture peut être utilement complétée par un dispositif anti-intrusion ou de détection avec alarme.

- Le périmètre de **protection rapprochée** doit constituer une zone tampon vis-à-vis des activités présentes à proximité. Cette zone doit offrir un délai de réaction vis-à-vis des pollutions qui pourraient se produire. Toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites. Souvent zone de sylviculture avec un terrain riche en humus absorbant les polluants.

- Périmètre de **protection éloignée**- le seul qui n'est pas obligatoire sauf si menaces- Souvent une zone de forêt.

Autour des sources : Agriculture biologique, aménagement des paysages.

Pour les Eaux de Sources :

Dès la demande d'exploiter une ressource déposée à la D.D.A.S.S. (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales), un hydrogéologue agréé par celle-ci est désigné pour qu'il étudie la géologie du terrain, le bassin aquifère et délimite les différentes zones de protection (immédiate, rapprochée et éloignée).

Les contraintes à mettre en œuvre dans un but de protection du captage seront obtenues éventuellement par des conventions ou par acte notarié passés avec les riverains par la personne privée.

Les producteurs d'eau de source développent de plus en plus les partenariats avec des agriculteurs bio et favorisent l'achat de terrains autour des captages où l'on reconstitue de véritables biotopes, écosystèmes où la nature reprend ses droits.

Au cours de la dernière décennie, en France, la dégradation continue et régulière de la qualité des eaux a entraîné la mise hors service de 140 captages.

Aussi, le Ministère de l'Environnement a-t-il tiré la sonnette d'alarme en publiant la liste des 500 captages classés comme « les plus menacés par les pollutions diffuses », baptisés « captages Grenelle », parmi lesquels, ceux des villes de Besançon, Lyon, Rennes ou encore l'agglomération de Dijon. Critères de classement ? Pollutions aux nitrates et pesticides, et volonté de reconquérir les captages abandonnés.

Les ressources en eaux sont fragiles, les producteurs d'eau de source en ont conscience en protégeant les accès aux sources depuis toujours ainsi que l'environnement autour.

Ils sont acteurs des paysages et de la nature en préservant et en entretenant dans nos régions chaque hectare de montagne, de plaine, de sentiers qui font notre bonheur.

Les sources sont notre patrimoine nature. Pensons-y !